

## Nouvelles compétences pour l'Écosse. Pour le meilleur ou pour le pire ?

Grégory Mauzé

Décembre 2014

*Le référendum sur l'indépendance de l'Écosse aura, jusqu'à présent, eu pour principal résultat d'amener les partis politiques britanniques à transférer de nouvelles compétences en direction d'Edimbourg. Ces concessions pourraient ouvrir la voie à un modèle de concurrence généralisée pour le plus grand bonheur du patronat.*

À quelques jours du scrutin portant sur l'avenir de l'Écosse, et alors qu'un premier sondage annonçait une possible victoire du *Oui*, les présidents des partis conservateur, travailliste et libéral-démocrate s'engageaient, par voie de presse, à transférer de nouvelles compétences à *Holyrood* (siège des institutions autonomes écossaises). « *Un vote pour le Non permettrait un changement, plus rapide, plus sûr et meilleur que la séparation* »<sup>1</sup> assuraient en chœur les ténors de Westminster. Ce qui ressemblait, de prime abord, à un baroud d'honneur se révéla une arme d'une redoutable efficacité.

### **Décentralisation de l'austérité ?**

Selon une première enquête postélectorale, un quart des électeurs ayant voté pour le Non auraient motivé leur choix par l'« *assurance d'obtenir le meilleur des deux mondes* », à savoir la sécurité que garantirait le maintien au sein du Royaume-Uni et la promesse d'obtenir de nouvelles compétences<sup>2</sup>.

C'est dans cet esprit que le Premier ministre David Cameron mandata, au lendemain du scrutin, une commission chargée d'élaborer des recommandations en prélude à une nouvelle phase de décentralisation. Présidée par Lord Smith of Kelvin, cette instance rassemble les cinq partis présents au parlement écossais : trois unionistes (les partis travailliste, conservateur et libéral-démocrate) pour deux indépendantistes (le Parti national écossais au pouvoir et les Verts écossais). A ce sujet, la principale question consistait à savoir si les aspirations sociales et progressistes portées par le camp du *Oui* allaient être rencontrées ou si, au contraire, les futures propositions serviraient, en réalité, le projet politique des autorités londoniennes. C'est dire si les premières orientations de la Commission Smith, rendues publiques le 27 novembre, étaient attendues.

De façon plutôt prévisible, c'est l'analogie avec la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine qui semblait prévaloir à l'heure où ces lignes étaient écrites. Côté unioniste, on souligne qu'il s'agit du plus important transfert de compétences depuis la création des institutions régionales en 1999. Celles-ci se voient, en effet, attribuer de nouvelles prérogatives en matière fiscale (notamment sur le niveau et les tranches d'imposition sur le revenu ainsi que sur les taxes d'aéroport), institutionnelle ainsi qu'une autonomie accrue dans la gestion de l'État-providence. Le tout représente un montant de 14 milliards £. Insistant sur le respect de la parole donnée, le Premier ministre britannique s'est montré particulièrement satisfait du résultat.

Trop selon l'opposition travailliste. Cette dernière, affaiblie par une campagne référendaire qui l'a coupée des franges les plus autonomistes de leur électorat, ne s'est prononcée en faveur de la dévolution fiscale qu'à contrecœur, subodorant, au passage, un « *piège conservateur* » pour reprendre l'expression utilisée par l'ancien Premier ministre Gordon Brown. Effectivement, les *tories* se sont d'ores et déjà prévalus des nouvelles compétences en matière fiscale octroyées à *Holyrood* pour prôner la suppression du droit des élus écossais

---

<sup>1</sup> Clegg, David, "David Cameron, Ed Miliband and Nick Clegg sign joint historic promise which guarantees more devolved powers for Scotland and protection of NHS if we vote No", 15 septembre 2014, [Dailyrecord.co.uk](http://Dailyrecord.co.uk)

<sup>2</sup> Lord Ashcroft Polls, "Post-referendum Scotland poll, 18-19 septembre 2014", 19 septembre 2014, [lordashcroftpolls.com](http://lordashcroftpolls.com)

présents au parlement britannique à voter le budget national<sup>3</sup>. Ce projet, s'il se traduisait dans les faits, serait de nature à compromettre la constitution d'une future majorité travailliste à l'issue des élections générales de 2015.

Les indépendantistes, quant à eux, oscillent entre satisfaction modérée et franche déception. Les partis et les associations qui avaient appuyé le Oui lors du référendum de septembre 2014, semblent toutefois converger pour dire que l'occasion d'orienter l'Écosse vers un modèle plus social et plus égalitaire a été manquée. « *Sans disposer des compétences principales en matière de droits de succession et de plus-values mobilières, opérer une réforme significative du système fiscal ou de la propriété foncière s'avèrera plus difficile* », déplore la confédération syndicale indépendantiste *Scottish Trade Union congress* (STUC)<sup>4</sup>.

La première ministre Nicola Sturgeon a, quant à elle, regretté que les principaux leviers socioéconomiques restent du domaine réservé de Westminster. Fidèle à la ligne du SNP consistant à blâmer Londres pour chaque nouvelle coupe dans le budget de l'entité autonome, la chef de file nationaliste craint que les trop faibles moyens alloués au gouvernement local ne puissent conduire qu'à une décentralisation accrue des politiques d'austérité. « *Je ne veux pas avoir le seul pouvoir de compléter les coupes des conservateurs dans l'État-providence [...] mais avoir les mains libres pour créer un meilleur système afin de sortir les gens de la pauvreté et obtenir la croissance économique* », a-t-elle expliqué à la tribune du Parlement d'Édimbourg.

### ***Critiques indépendantistes***

En réalité, les principales critiques des indépendantistes ne portent d'ailleurs pas tant sur ce qui est transféré que sur ce qui ne l'est pas. À cet égard, le choix d'opérer des transferts partiels de compétences fiscales sans disposer parallèlement des compétences qui permettraient d'influer de manière significative sur le volume de l'emploi et les inégalités sociales est évidemment tout sauf innocent. Il reflète, en effet, la volonté du gouvernement Cameron de réorienter le modèle social-démocrate écossais sur la ligne néolibérale prônée par Londres. « *Le seul transfert de la capacité à faire varier le taux de taxation pousse à une course au moins-disant en termes de réductions de taxes en vue d'attirer les riches et les grandes entreprises* », analyse l'économiste Michael Burke<sup>5</sup>. Il va sans dire que le grand capital serait tout naturellement le principal bénéficiaire de telles réformes.

Toutefois, il est loin d'être acquis que cette configuration voie le jour à moyen terme. Tout d'abord parce que les autorités locales écossaises manquent toujours de compétences cruciales dans le domaine fiscal. C'est ainsi que l'impôt sur les sociétés reste une prérogative nationale. Ensuite parce qu'il est peu probable que la société écossaise et les partis politiques qui la représentent s'orientent vers un soutien accru à une politique de l'offre, qui, jusqu'à présent, a surtout fait office de repoussoir. Au contraire, la tendance qui se dessine quant à l'usage qui sera fait des nouvelles compétences semble, de prime abord, s'orienter vers une amélioration du caractère redistributif de la fiscalité. Comme l'indique, par exemple, la volonté exprimée tant par le Parti travailliste que le SNP d'augmenter le taux maximal d'imposition de 45 à 50 %<sup>6</sup>.

---

3 Carrell, Severin et Watt, Nicholas, "David Cameron reignites English votes row as Scotland gets new tax powers", *The Guardian*, 27 novembre 2014

4 "STUC on Smith Commission Proposals", 27 novembre 2014, [stuc.org.uk](http://stuc.org.uk)

5 Burke, Michael, "Smith Commission: Real Fiscal Powers Needed", 3 décembre 2014, [thepeopledemand.org](http://thepeopledemand.org)

6 "Sturgeon: disappointing devo powers package means continued Westminster rule", 27 novembre 2014, [heraldscotland.com](http://heraldscotland.com)

« Bien qu'elle soit politiquement inacceptable en Écosse, l'option de réduire les taxes pourrait être séduisante pour le gouvernement, vu la faiblesse des leviers économiques attribués », craint, en revanche, Duncan McCabe, de la plateforme de gauche indépendantiste Radical Independence Campaign. « Le vrai problème des propositions de Smith n'est pas qu'elles encouragent, en l'état, la course au moins-disant mais qu'elles échouent à donner au gouvernement écossais assez d'autonomie pour commencer une course au mieux-disant », ajoute ce militant indépendantiste.

Le compromis négocié par Lord Smith n'offre, en réalité, pas suffisamment d'instruments à même de permettre une pleine maîtrise de leur destinée socio-économique aux Écossais. Or, il apparaît de plus en plus que cette revendication dépasse, aujourd'hui, les rangs séparatistes. Dès lors, l'accord Smith ne semble guère en mesure d'éteindre la flamme indépendantiste remarquablement entretenue, au demeurant, par les partisans du Oui dès le lendemain du référendum.

Dans un sondage publié quelques jours après la publication du rapport rédigé par la Commission Smith, 63 % des Écossais se prononçaient pour une dévolution pleine et entière en faveur de l'Écosse des compétences ayant trait à la fiscalité ainsi qu'aux questions relatives à la gestion de l'État-providence<sup>7</sup>. Et déjà des voix se font entendre pour réclamer, dans les plus brefs délais, une nouvelle consultation des citoyens écossais. Un sondage annonçait, il y a peu, qu'une majorité d'entre eux serait favorable à l'indépendance<sup>8</sup>. *Wait and see...*

---

<sup>7</sup> "Poll finds majority want Holyrood to control all taxes and benefits", 30 novembre 2014, news.stv.tv

<sup>8</sup> "Scotland would now vote for independence, poll finds", 1er novembre 2014, theguardian.com